



Sommet UE-Ukraine: un soutien sans promesses concrètes

Par [Olivier Renault](#)

Mondialisation.ca, 08 février 2023

[Observateur continental](#)

Région : [L'Europe](#), [Russie et CEI](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#)

Analyses: [Crise en Ukraine](#), [Crise en Ukraine](#), [UKRAINE](#)

Le sommet UE-Ukraine s'est tenu vendredi 3 février à Kiev où la tâche principale était de discuter des préparatifs de l'adhésion du pays à l'UE et des réformes qu'il doit mener à bien pour cela. Il s'agit du premier forum de ce type depuis le début du conflit et après avoir accordé à l'Ukraine le statut de pays candidat à l'adhésion à l'UE.

Des responsables politiques de l'UE en mission. La quasi-totalité des hauts dirigeants de l'UE sont arrivés le 2 février dans la capitale ukrainienne pour participer au sommet. La présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen, le président du Conseil européen Charles Michel, tout comme le haut représentant de l'UE pour les affaires étrangères et la politique de sécurité Josep Borrell et une douzaine d'autres Commissaires étaient du voyage. Les trois personnalités principales ne cessent de répéter pourtant que l'UE lutte pour les valeurs de la démocratie. Ursula von der Leyen a [clamé](#) qu' «en Ukraine, «la démocratie se dresse contre l'autocratie».

Selon *Politico*, la Commission européenne a [publié](#) un règlement intérieur spécial pour les représentants de l'UE qui se sont rendus en visite à Kiev. Il a appelé les politiciens et les responsables européens à «porter une tenue professionnelle normale» et à «éviter les costumes kaki et autres couleurs vives». Les journalistes ont suggéré que cette demande est liée à la volonté de Bruxelles d'éviter les associations entre les représentants de l'UE et l'image du président ukrainien Volodymyr Zelensky, qui «a fait du T-shirt vert de l'armée son uniforme de guerre omniprésent». La Commission européenne a refusé les commentaires officiels sur cette question.

La veille, un haut responsable de l'UE a déclaré aux journalistes à Bruxelles que le programme détaillé du sommet était classifié pour des raisons de sécurité, mais qu'il évoquait quatre sujets. Outre l'adhésion de l'Ukraine à l'UE, il s'agit d'une discussion sur l'initiative de Volodymyr Zelensky pour résoudre le conflit, l'aide européenne à Kiev, ainsi que la sécurité alimentaire.

Rappelons que le 23 juin 2022, les chefs d'Etat et de gouvernement de l'UE ont décidé d'accorder à l'Ukraine et à la Moldavie le statut de candidats à l'adhésion à la communauté. Comme l'a déclaré le Premier ministre ukrainien Denys Chmyhal la semaine dernière, Kiev espère rejoindre l'UE moins de deux ans après le début des négociations. Dans le même temps, Volodymyr Zelensky estime que les négociations devraient commencer cette année.

Néanmoins, à la fin de la discussion, Ursula von der Leyen a déclaré qu' «il n'y a pas

d'échéances strictes dans le processus d'intégration européenne de l'Ukraine» et «c'est un processus qui dépend du respect de toutes les conditions». Charles Michel n'a pas non plus donné de dates précises, notant que Bruxelles soutiendra Kiev «à chaque étape de ce chemin – aujourd'hui, demain et aussi longtemps qu'il le faudra».

La déclaration finale du sommet a souligné que «l'UE a reconnu les efforts considérables déployés par l'Ukraine ces derniers mois pour atteindre les objectifs qui sous-tendent son statut de candidat à l'UE», et a salué «les efforts de réforme de l'Ukraine en ces temps difficiles» et «a exhorté le pays à continuer sur cette voie».

La Commission européenne a également publié une analyse de la volonté de l'Ukraine d'adhérer à l'UE, selon laquelle Kiev démontre un niveau de préparation faible et seulement dans certains domaines moyen pour entamer des négociations. Les institutions de l'UE ont recommandé à Volodymyr Zelensky de lutter activement contre la corruption dans le pays et contre l'influence des oligarques en augmentant le niveau des contrôles financiers.

En ce qui concerne les droits de l'homme et la liberté de la presse, l'Ukraine est également à un «stade précoce» dans ce domaine, cependant, selon la Commission européenne, le pays va dans la bonne direction. Mieux encore, Kiev fait des choses dans le domaine de la politique étrangère. La Commission européenne préparera la prochaine évaluation de l'état de préparation de l'Ukraine pour le début des négociations à l'automne. *Politico* rapporte que «les Etats membres de l'UE ont convenu d'accorder le statut de candidat à l'UE à l'Ukraine en juin».

Le commissaire européen aux affaires économiques, Paolo Gentiloni, a déjà [mis en garde](#) contre les espoirs exagérés dans la reconstruction de l'Ukraine. «Cela prendra beaucoup de temps, cela coûtera cher et le financement n'est pas encore assuré», avait-il averti.

Le Monde [rapporte](#) que si «la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, plaide la cause de Kiev, qui veut rejoindre la famille européenne», l'affaire n'est, cependant, «pas entendue tant le pays est loin des standards européens et tant son adhésion à l'Union européenne (UE) transformerait le visage de la construction communautaire».

Le représentant officiel du gouvernement allemand, Steffen Hebestreit, a [déclaré](#) aux journalistes que Berlin n'était pas non plus prêt à fixer une date précise pour le début des négociations sur l'adhésion de l'Ukraine à l'UE. «Je crois que tout a déjà été dit sur cet été dernier. Nous avons reconnu le statut de l'Ukraine en tant que candidat à l'adhésion. Il est clair qu'il existe des critères clairs pour cela qui doivent être respectés», a-t-il déclaré.

Le ministre autrichien des Affaires européennes et étrangères, Alexander Schallenberg, [s'est prononcé](#) contre l'adhésion de l'Ukraine à l'UE. Il a noté qu'il ne devrait pas y avoir de candidats de premier et de second rang à l'adhésion à l'UE, en particulier les pays des Balkans occidentaux (cette région comprend l'Albanie, la Bosnie-Herzégovine, la Macédoine du Nord, la Serbie, le Monténégro et République du Kosovo partiellement reconnue).

Cependant, les responsables européens sont venus à Kiev non seulement pour montrer leur soutien, tout en évitant les décisions concrètes. Le gouvernement ukrainien et la Commission européenne ont signé un protocole de partenariat dans le domaine des gaz renouvelables, du biométhane, de l'hydrogène et d'autres gaz synthétiques, ainsi qu'un

accord sur la participation de Kiev au programme du marché unique de l'UE. Selon le Premier ministre ukrainien, Denys Chmyhal le [budget du programme](#) est de 4,2 milliards d'euros.

En outre, Ursula von der Leyen a annoncé lors de la conférence de presse finale à Kiev que le dixième paquet de sanctions de l'UE contre la Russie, que Bruxelles prévoit d'introduire d'ici le 24 février, [implique](#) des restrictions de 10 milliards d'euros.

Olivier Renault

La source originale de cet article est [Observateur continental](#)

Copyright © [Olivier Renault](#), [Observateur continental](#), 2023

Articles Par : [Olivier Renault](#)

A propos :

Olivier Renault, journaliste. Il travaillé, entre autres, pour RUE89, Die Junge Freiheit, des sociétés de production à Berlin et Hambourg pour la télévision allemande...

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca